

ITALIE : FICHE PAYS – DÉCEMBRE 2025



Catégorie OCDE (2025) : non classé

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BBB+ / Baa2 / BBB+

Change : Euro (EUR)

FORCES

- Importance du tissu industriel
- Mise en œuvre de réformes structurelles avec le PNRR
- Assainissement du secteur bancaire

FAIBLESSES

- Dette publique élevée
- Faiblesse des gains de productivité
- Vieillesse démographique
- Inégalités Nord-Sud

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Dans un contexte commercial agité, la croissance resterait modeste en 2025 (comprise entre +0,5 % à +0,6 % après +0,7 %) et ce, en dépit d'une demande intérieure plus favorable que l'an passé. Le soutien public aux ménages (baisse de l'impôt sur le revenu) et à l'investissement (accélération du déploiement du Plan National de Relance et de Résilience, PNRR) continuerait de soutenir la croissance en 2026, attendue en légère accélération. Le vieillissement de la population, la faiblesse de la productivité et le déficit d'innovations pèsent sur la croissance potentielle.
- Vulnérabilité des comptes publics : La dette publique italienne est la 2^e plus élevée de l'UE (plus de 135 % du PIB en 2024). Elle ne progresserait que modérément en 2025 et 2026. L'Italie confirme sa trajectoire de réduction de son déficit public, qui passerait sous la barre des 3 % du PIB en 2026. Dans ce contexte, le *spread* avec le *Bund* allemand se réduit.
- Vulnérabilité extérieure : En 2024, le solde courant est redevenu positif grâce au redressement de la balance commerciale (baisse de la facture énergétique). Toutefois, les exportations affrontent plusieurs vents contraires qui, combinées à une demande intérieure plus dynamique, se traduiraient par un repli de l'excédent commercial en 2025 et en 2026.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : La coalition de droite portée par Giorgia Meloni depuis septembre 2022 perdure. Cette stabilité politique devrait se maintenir jusqu'aux prochaines élections législatives prévues en 2027.
- Climat des affaires : En Italie, les institutions sont robustes, assurant le respect du droit des contrats. Son marché intérieur bénéficie de politiques économiques venant en soutien à la demande.

Système bancaire :

- Vulnérabilité du secteur bancaire : Grâce aux réformes de 2015, le secteur bancaire italien affiche, vingt ans plus tard, des actifs de qualité, une bonne capitalisation et une rentabilité solide. Du côté des entreprises, une hausse de l'endettement est attendue en 2026.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le pays est l'un des plus exposés d'Europe au changement climatique. Si l'Italie poursuit sa transition écologique (soutenue notamment par PNRR), la politique climatique actuelle du gouvernement n'est pas totalement en ligne avec les objectifs fixés par l'UE.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises en 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
1	Allemagne 11,4%	1	Allemagne 14,9%
2	États-Unis 10,4%	2	Chine 8,7%
3	France 10,0%	3	France 8,0%
4	Espagne 5,5%	4	Pays-Bas 6,4%
5	Suisse 4,8%	5	Espagne 6,0%

Source : CNUCED

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises en 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
1	Engins mécaniques, chaudières, réacteurs 17,2%	1	Combustibles minéraux 11,9%
2	Alimentation, boissons et tabac 11,1%	2	Alimentation, boissons et tabac 11,8%
3	Produits pharmaceutiques 8,2%	3	Véhicules automobiles 9,7%
4	Véhicules automobiles 7,0%	4	Engins mécaniques, chaudières, réacteur 9,0%
5	Machines et équipements électriques 6,8%	5	Machines et équipements électriques 8,1%

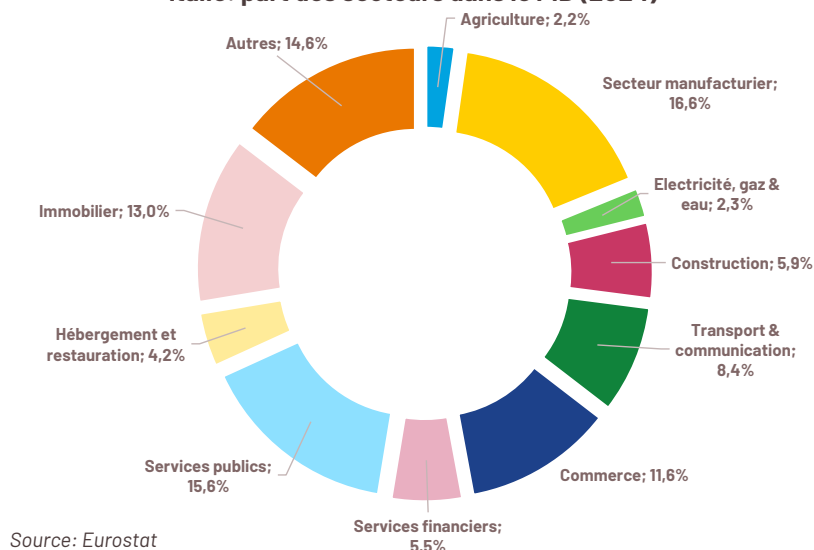
Source : CNUCED

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

ITALIE	2021	2022	2023	2024	2025(p)	2026(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	2 180,7	2 105,7	2 305,3	2 372,1	2 543,7	2 701,5
Rang PIB mondial	8	10	8	8	8	10
Population (Mns)	59,2	59,0	59,0	59,0	58,9	58,9
Rang Population mondiale	25	25	25	25	25	25
PIB / habitant (USD)	36 813,0	35 672,1	39 074,4	40 224,2	43 161,5	45 883,0
Croissance PIB (%)	8,9	4,8	0,7	0,7	0,5	0,8
Inflation (moyenne annuelle, %)*	1,9	8,7	5,9	1,1	1,7	1,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)	80,2	78,5	79,8	79,5	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	145,8	138,3	134,6	135,3	136,8	138,3
Solde public (% PIB)	-8,9	-8,1	-7,2	-3,4	-3,3	-2,8
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	8,4	10,1	8,9	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	2,1%	-1,7%	0,1%	1,1%	1,0%	1,0%
IDE (% du PIB)	-1,5%	0,7%	0,5%	-0,5%	-0,2%	-0,1%
Réserves (en mois d'importation B&S)	1,1	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1
Dette extérieure totale (% PIB)	130,0%	122,0%	117,7%	119,6%	116,8%	114,7%
Dette extérieure CT (% PIB)	51,7%	57,4%	46,7%	38,7%	NA	NA
Taux de change	0,82	0,89	0,94	0,91	0,97	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	18,8	19,2	19,4	19,7	NA	NA
Taux de NPL	3,4	2,8	2,7	2,8	NA	NA
ROE	6,0	7,5	12,1	12,4	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)**	69	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	44	44	43			
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	24	31				
Rang politique climat (64 pays) ^c	19	21	24	54	51	

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO Octobre 2025), Istat, *Banque d'Italie **Banque Mondiale, a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Italie: part des secteurs dans le PIB (2024)





1. SITUATION ECONOMIQUE

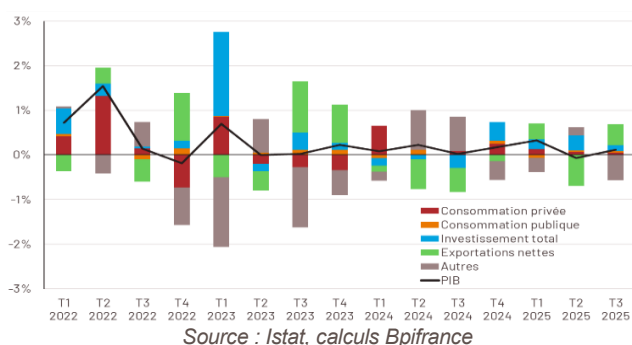
- **En 2024, l'activité a ralenti, pénalisée par le repli de l'investissement résidentiel**

En 2024, l'activité a ralenti (+0,7 % après +1 % en 2023), pénalisée par le net ralentissement de l'investissement (+0,5 % après +10,1 %). En cause, le repli de l'investissement résidentiel¹ (-7,1 % après +24 %) dans un contexte de durcissement des conditions d'accès au Superbonus². Ce repli a toutefois été compensé en partie par une accélération de l'investissement en infrastructures (+15,5 % après +8,9 %), soutenu notamment par le Plan National de Relance et de Résilience (PNRR) (12 % des fonds européens reçus par l'Italie ayant été fléchés vers des infrastructures). Le principal soutien à l'activité a été la consommation privée et dans une moindre mesure publique. Les exportations ont en revanche été atones, à l'instar de la demande des principaux partenaires européens.

- **La croissance resterait faible en 2025 et 2026, malgré le soutien de l'investissement et une consommation un peu plus dynamique.**

En 2025, la croissance semble davantage soutenue par l'investissement (cf. graphique 1), avec un acquis de croissance au troisième trimestre atteignant +3,1 %³. Il est porté par le rebond de l'investissement des entreprises en équipement (acquis à +2,7 % après -2,1 % en 2024) dans un contexte de baisse du coût des crédits et de reprise progressive de la production dans certaines industries intensives en machines (cf. *infra*). De plus, l'investissement dans les actifs immatériels a accéléré (acquis à +4,3 % après +2,6 %) et celui dans les infrastructures est resté dynamique (acquis à +12,1 % après +14,4 %), tous deux soutenus par le PNRR. En revanche, l'investissement résidentiel devrait encore peser sur la croissance (acquis à -3,8 %) mais moins qu'en 2024. Les conditions d'emprunt des ménages se sont améliorées (hausse de 29 % du volume de nouveaux crédits immobiliers sur janvier-octobre 2025 vs. la même période en 2024, après +1,4 %), et compense en partie les effets négatifs liés au retrait du Superbonus.

Graphique 1 : Contribution à la croissance du PIB



Dans son ensemble, l'investissement continuerait de soutenir la croissance au cours des prochains trimestres, notamment celui en équipements, en témoigne l'amélioration des indicateurs relatifs à l'état des carnets de commande et à l'évolution anticipée de la production dans l'industrie des biens d'équipement. En outre, ceux dans les infrastructures et l'immatériel resteraient portés par le PNRR : le versement des fonds européens pourrait accélérer puisqu'environ 54 Md€ (subventions et prêts) devront encore être versés avant le 31 décembre 2026⁴. L'évolution de l'investissement résidentiel est plus incertaine car le coût des crédits immobiliers semble avoir atteint un plancher depuis début 2025, à un niveau encore élevé (3,3 %).

La consommation privée (acquis 2025 à +0,8 % après +0,6 %) **bénéficie de la hausse du pouvoir d'achat** (+0,5 % par trimestre au S1 2025). Toutefois, elle reste contrainte par un taux d'épargne relativement élevé (9,5 % au T2, stable sur un an mais supérieur de 1,4 point à sa moyenne 2010-2019). La consommation pourrait néanmoins légèrement accélérer au cours des prochains trimestres, soutenue par : i) une dynamique favorable du marché du travail (le taux d'emploi des 15 à 64 ans atteint 62,5 % au T2, soit +0,5 point sur un an et +3,4 points depuis fin 2019) ; ii) des négociations salariales plutôt favorables⁵ ; iii) une inflation prévue en légère baisse (+1,5 % en 2026 selon la Banque d'Italie, après +1,7 %) et une politique budgétaire allégeant la fiscalité sur les revenus du travail (cf. *infra*).

Au cours des trois premiers trimestres 2025, les exportations italiennes ont été perturbées par la politique commerciale des États-Unis (cf. section 3) mais ont progressé (+1,4 % en acquis après -0,6 % en 2024). Si les tarifs douaniers américains et l'appréciation de l'euro devraient peser sur les exportations au cours des prochains trimestres, elles devraient malgré tout bénéficier de l'accélération de l'activité chez les principaux partenaires européens (notamment en Allemagne). Les importations seraient quant à elles soutenues par une demande intérieure plus dynamique, si bien qu'au total, les institutions de prévisions (Istat, Banque d'Italie) prévoient une contribution négative du commerce extérieur en 2026, quoique moins prononcée qu'en 2025.

Ainsi, les institutions de prévisions anticipent à ce stade une croissance en 2025 en léger ralentissement (comprise entre +0,5 % et +0,6 %), suivie d'une accélération modeste en 2026 (comprise entre +0,7 % et +0,8 %).

- **Certaines industries emblématiques pâtissent du contexte international agité.**

L'industrie manufacturière, qui représente 16,6 % de la valeur ajoutée (VA) totale italienne en 2024, a vu sa production refluer de 1 % en moyenne sur les dix

¹ L'investissement résidentiel représente 31 % de l'investissement total.

² Crédit d'impôt pour les travaux de rénovation énergétique lancé en 2020 et s'élevant à 110 % des coûts engagés entre 2021 et 2023. Ce taux est passé à 70 % en 2024 puis à 65 % en 2025.

³ Croissance moyenne sur l'année 2025 si celle-ci s'avérait nulle au 4^e trimestre.

⁴ Si la Commission européenne a jusqu'au 31 décembre 2026 pour effectuer le dernier versement des fonds, les États ont jusqu'au 31 août pour atteindre les objectifs de leur plan, et jusqu'au 30 septembre pour transmettre leur demande de déblocage des fonds.

⁵ Les derniers accords en date ont été signés dans la métallurgie en novembre dernier et garantissent des revalorisations.

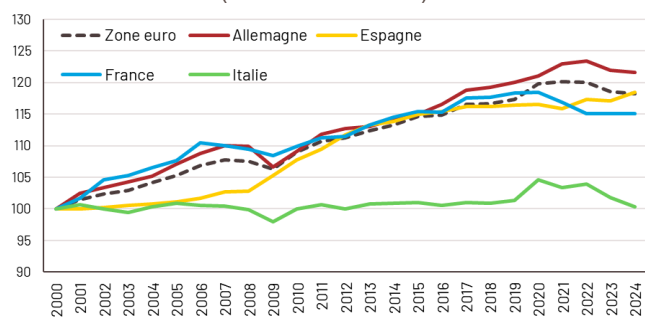


premiers mois 2025 par rapport à la même période en 2024. Ainsi, la production au T3 2025 était inférieure de 4,7 % à son niveau pré-Covid. Deux industries emblématiques sont particulièrement concernées : l'automobile (-12,6 %) et le textile (-6,4 %). Ces deux secteurs, qui représentent 15 % de la VA manufacturière, sont affectés par la montée de la concurrence chinoise, la morosité de la demande européenne et une baisse de leur compétitivité. Toutefois, quelques signaux positifs sont apparus ces derniers mois : la production dans la métallurgie (17 % de la VA manufacturière) a rebondi (+1,4 % sur un an au T3), de même que celle dans l'industrie des machines et équipements (+3,9 %, 14 % de la VA manufacturière), en lien probablement avec l'accélération des investissements.

- **Vieillesse, productivité, innovation : les défis de la croissance potentielle italienne**

La population active italienne vieillit : la part des personnes âgées de 55 à 64 ans dans la population active a atteint 23,2 % au T2 2025, soit une hausse de 3,7 points en cinq ans et de 7,6 points en dix ans. Sur la base des projections des Nations Unies, le **FMI** signale qu'à l'horizon 2040, la population active se réduirait de 19 % (vs. le niveau observé en 2024, soit une baisse d'environ 4,7 millions de personnes en quinze ans), et la tendance ne devrait pas s'inverser compte tenu du taux de natalité actuel. Ce vieillissement pèserait sur la disponibilité de la main d'œuvre et ce, d'autant plus si le taux d'emploi, notamment des femmes, reste bas (53,6 % au T3 2025, contre 66,7 % en moyenne en zone euro et 67 % en France). Par ailleurs, les effets négatifs du vieillissement sur la croissance ne pourront pas être compensés par les gains de productivité si ces derniers restent de même ampleur que ceux observés par le passé : la productivité horaire du travail en Italie a stagné entre 2000 et 2024 (contre +18 % en moyenne en zone euro, cf. graphique 2). Parmi les explications de cette faiblesse des gains de productivité se trouve notamment le déficit de main-d'œuvre qualifiée. En Italie, 35,7 % de la population a un niveau d'éducation inférieur à l'enseignement primaire (contre 26,2 % en moyenne en zone euro).

Graphique 2 : Productivité horaire du travail
(base 100 en 2000)



Source : Eurostat, calculs Bpifrance

En outre, l'Italie souffre d'un retard dans l'adoption des technologies et le développement des innovations. Quelques illustrations : i) le poids dans le PIB des

investissements dans les actifs intangibles ne s'est accru que de 0,3 point en Italie entre 2000 et 2024, contre +1,2 point en moyenne en zone euro ; ii) les dépenses de R&D représentent 1,4 % du PIB en 2024 contre 2,3 % en moyenne en zone euro et enfin, iii) comme souligné par la **Banque d'Italie** début 2025, le recours à l'IA dans l'industrie italienne est nettement plus faible que chez ses voisins européennes.

- **Un secteur bancaire assaini et plus solide.**

Le secteur bancaire s'est assaini ces dernières années, grâce à des réformes majeures lancées en 2015. Vingt ans plus tard, la qualité des actifs des banques est bonne : le taux de défaut des crédits s'est établi à 1,3 % au T3 2025 (un niveau stable sur un an) et le taux de créances douteuses des établissements bancaires de taille significative atteint 2,3 % au T2 2025 (en baisse de 0,15 point sur un an mais encore un peu supérieur à celui observé en moyenne dans les pays soumis au Mécanisme de Supervision Unique -MSU, 1,9 %). En outre, les banques italiennes sont bien capitalisées : le ratio CET1 atteint 16,2 % au T2 2025 (stable sur un an) et le ratio Tier 1 était quant à lui de 17,8 % à la même date, soit des ratios similaires à ceux observés en moyenne chez les pays de l'UE du MSU. La **Banque d'Italie** souligne par ailleurs que la rentabilité des banques reste bonne en 2025 mais qu'elle déclinerait un peu en 2026 en raison de la baisse des revenus nets issus des intérêts reçus. Du côté des entreprises, les revenus bruts d'exploitation s'inscrivent en baisse (-4,3 % sur un an en juin) ce qui, dans un contexte où les investissements sont plus dynamiques, se traduirait par un besoin plus élevé de financements externes et une hausse de l'endettement privé.

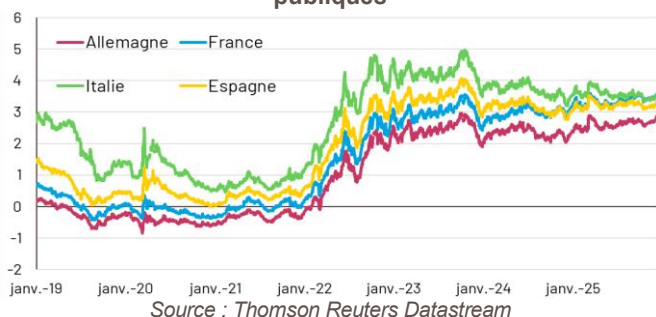
2. FINANCES PUBLIQUES

En 2024, le déficit public de l'Italie s'est nettement réduit sur un an, atteignant -3,4 % du PIB après -7,2 % en 2023 (une réduction supérieure de 1 point à celle prévue par le **Programme de Stabilité d'avril 2024**). En outre, l'Italie a renoué avec un excédent primaire (+0,5 % après -3,5 %). Selon le **Document des Finances Publiques**, cette nette amélioration s'explique par la baisse des dépenses liées au durcissement du Superbonus, et l'augmentation des recettes liées aux cotisations sociales, portées par la hausse du taux d'emploi. Ainsi, la dette publique a progressé plus modérément qu'anticipé (135,3 % du PIB, soit 2,5 points de moins que prévu en avril 2024). Toutefois, le ratio d'endettement public demeure le plus élevé des pays de l'UE, derrière celui de la Grèce. En 2025, le déficit public serait compris entre -3,3 % selon le gouvernement et -3,0 % selon la Commission européenne. Cette légère réduction s'expliquerait de nouveau par une hausse des recettes issues des cotisations sociales (+0,7 point de PIB estimé par le gouvernement), mais presque totalement compensée par la baisse de celles liées à l'impôt sur le revenu (-0,6 points de PIB), en raison d'une réforme⁶. Le poids des dépenses (y.c. celles liées aux intérêts) dans le PIB resterait quant à lui relativement stable. En 2026,

⁶ Notamment une réduction des quatre tranches d'imposition à trois en fusionnant les deux premières au taux d'imposition le plus bas.

la réduction du déficit public devrait se poursuivre (-2,8 % du PIB selon les instituts de prévisions). Plusieurs mesures fiscales contribueront à cette réduction : une hausse du taux de l'IRAP⁷ de 2 points sur les activités des banques et des assurances, ou encore une réduction des plafonds de dépenses de certains ministères. Ces mesures seraient en partie compensées par une baisse de la fiscalité sur les revenus du travail⁸. La dette publique ne progresserait donc que légèrement. Elle atteindrait entre 136,6 % et 137,9 % en 2025 puis 137,8 % en 2026, et pourrait entamer son reflux dès 2027. La capacité de l'Italie à suivre une trajectoire de réduction de déficit public et sa stabilité politique (cf. infra) ont ainsi conduit Fitch et Moody's à relever la note de sa dette souveraine ces derniers mois. Le *spread* du taux souverain à 10 ans avec le Bund allemand se réduit progressivement. Il s'est établi à 70 pbs début décembre 2025 contre 112 pbs un an auparavant (cf. graphique 3).

Graphique 3 : Taux d'intérêt à 10 ans sur les dettes publiques



3. POSITION EXTÉRIEURE

La politique commerciale des États-Unis (EU) depuis janvier 2025 a perturbé le commerce italien. Les exportations de biens vers les EU, qui représentent 10 % des exportations totales de biens, se sont nettement accrues au T1 (+10,4 % à prix courant) en anticipation de la hausse des taux de droits de douane, avant de refluer de 7,8 % au T2, puis de 2,0 % au T3. La baisse des exportations a surtout concerné l'automobile, l'agroalimentaire et les machines. Malgré ces perturbations à court terme, les exportations totales de biens ont progressé au cours des trois premiers trimestres et le solde commercial en biens est resté positif (2,2 % du PIB sur les neuf premiers mois 2025), bien qu'en légère baisse sur un an (2,5 % du PIB à la même période en 2024). Le solde commercial en services, soutenu par le tourisme, reste positif et stable sur un an. La légère progression du solde courant au cours des trois premiers trimestres 2025 (1,5 % du PIB contre 1,2 % à la même période en 2024) s'explique essentiellement par l'amélioration du solde des revenus primaires. En 2026, le reflux des exportations nettes anticipées par les instituts de prévisions (cf. supra) pèserait sur le solde commercial, si bien que l'excédent courant pourrait se réduire quelque peu.

⁷ « Imposta regionale sulle attività produttive », soit en l'impôt local sur les activités de production.

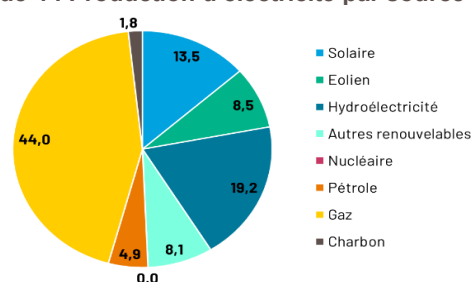
4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

À l'issue des élections législatives de septembre 2022, Giorgia Meloni, du parti d'extrême droite *Fratelli d'Italia*, est désignée Présidente du Conseil des Ministres en formant une coalition de droite avec la *Lega* souverainiste et le mouvement pro-européen *Forza Italia*. Depuis près de trois ans, elle parvient à préserver une cohésion au sein de la coalition. Cette stabilité politique semble pouvoir durer jusqu'aux prochaines élections législatives en 2027, le projet de budget pour 2026 (étape cruciale dans le cycle de vie d'une coalition) ayant été approuvé par le Conseil des Ministres en octobre. Elle semble par ailleurs bénéficier du soutien populaire : sa cote de popularité demeure élevée et son parti est arrivé en tête des dernières élections européennes en 2024. Par ailleurs, ses relations avec les institutions de l'UE sont plutôt bonnes, alors que son pays est le premier bénéficiaire des fonds de la Facilité pour la reprise et la résilience.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

À la demande de la Commission européenne, les États membres de l'UE ont mis à jour leur plan national énergie climat (PNEC) en 2024. Le plan italien prévoit une baisse de 66 % de ses émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs soumis au Système d'Échange des Quotas d'Émissions d'ici 2030 par rapport à 2005 et de 41 % dans les secteurs soumis au Règlement sur le Partage de l'Effort, qui ne permet pas de remplir l'objectif fixé par l'UE dans ces secteurs. Il prévoit en outre d'augmenter la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie à 39 % (contre 20 % en 2023). Dans ce contexte, la production italienne d'électricité se verdit progressivement : la part de l'électricité produite à partir d'énergie fossiles est passée de 74 % en 2010 à 51 % en 2024 (cf. graphique 4).

Graphique 4 : Production d'électricité par source en 2023



Source : Global and European Electricity review (Ember, 2025)

Cette part devrait continuer de décroître. En mars 2025, le Conseil des Ministres a notamment approuvé un plan de relance du nucléaire (objectif d'augmenter la part du nucléaire dans la production d'électricité à 11 % d'ici 2050, contre une part nulle en 2023). Toutefois, la politique climatique du gouvernement actuel accuse un retard : l'Italie a vu son classement sur la politique climat reculer nettement depuis l'arrivée de G. Meloni à la Présidence du Conseil selon GermanWatch. En cause,

⁸ Baisse de 2 points du taux d'imposition de la 2^{ème} tranche de l'impôt sur le revenu, baisse de la fiscalité sur la prime de productivité etc.)



la mise en place de nouvelles infrastructures, l'extension des capacités de terminaux de gaz naturel, ou encore la pression exercée sur les institutions européennes pour reporter l'interdiction de production de véhicules thermiques à partir de 2035 et réduire les normes d'émissions de CO2 des véhicules.

Par ailleurs, l'Italie est parmi les pays européens les plus menacés par les événements climatiques extrêmes.

L'Italie se classe au 46^e rang mondial du WorldRiskIndex 2025, et au 1^{er} rang au sein des pays de l'UE⁹. Ainsi, en décembre 2023, le gouvernement italien a adopté un plan national d'adaptation au changement climatique, qui prévoit par exemple la création de l'observatoire national pour le changement climatique ou encore un programme pour l'adaptation des villes (dotation de 80 M€).

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.

⁹ Selon l'indicateur de risques climatiques de GermanWatch, l'Italie serait le 2^{ème} pays de l'UE le plus exposé. L'Italie est notamment très exposée aux inondations (en témoigne les

inondations en Émilie-Romagne en 2023 et 2024), ainsi qu'aux sécheresses (en particulier la Sicile et la Sardaigne).